

## Recherches sociographiques



# Kenneth MCROBERST et Dale POSTGATE, *Développement et modernisation du Québec*

Michel Lalonde

Volume 26, numéro 1-2, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 I

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056148ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056148ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lalonde, M. (1985). Compte rendu de [Kenneth MCROBERST et Dale POSTGATE, *Développement et modernisation du Québec*]. *Recherches sociographiques*, 26(1-2), 273–274. <https://doi.org/10.7202/056148ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1985

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

nous apprenons de plus en quoi précisément cela est vrai. En particulier, on note une meilleure connaissance de l'information dans la ville périphérique.

Suivent quelques notes de recherche sur le développement communautaire et le développement régional, sur le répertoire des populations municipales et paroissiales de l'Est du Québec, sur le Bas-Saint-Laurent et les histoires régionales, sur le Conseil d'orientation économique du Bas-Saint-Laurent et les stratégies de développement régional et sur les technologies, le travail et les travailleurs.

En annexe, on dresse la liste analytique des thèses de maîtrise en développement régional faites à l'U.Q.A.R.

Ni un plan ni un bilan, ce Cahier du GRIDEQ se présente plutôt comme un premier tour d'horizon sur un programme de recherche qu'on a commencé de réaliser progressivement. Comme l'équipe est jeune et que quelques-uns de ses membres ne faisaient qu'amorcer leurs recherches en 1983-1984, il est normal que l'on nous ait présenté plus d'hypothèses et de premières approximations que de synthèses et de conclusions.

Une chose surprend : le souci constant de tout traduire en théorie. Il n'y a pas un chapitre où l'on ne soit distrait par un trop grand effort pour dire en mots abstraits ce qui peut à peine être exprimé dans le langage usuel. Pourquoi parler du capitalisme et des grandes structures capitalistes, ce qui évoque un système monstre, quand on veut désigner quelques éléments d'une réalité très particulière, excentrique, exceptionnelle et qu'en plus, on connaît encore mal? Tout le monde sait, ou devine, que la Gaspésie vit sous les règles générales du capitalisme, mais tout le monde ne sait pas ce qui se passe effectivement en Gaspésie. Quand on aura décrit ce qui se passe effectivement, il sera toujours temps de se demander si cela nous apprend quelque chose sur le capitalisme ou si les connaissances générales que nous avons du système peuvent éclairer les situations particulières observées; il sera toujours temps, entre autres, de se demander si les chômeurs gaspésiens constituent ou non une armée de réserve des capitalistes et desquels. On pourrait faire des remarques analogues sur l'usage que l'on fait de la terminologie propre à l'étude des rapports centre/périphérie sur le globe : la Gaspésie n'est pas un État du Tiers-Monde ou du Sud, c'est une région peu et mal développée d'une province d'un État du Nord. De tels usages ambigus d'éléments théoriques obscurcissent la vision qu'on a des choses plutôt qu'ils ne l'éclairent. C'est particulièrement confondant quand il y a transposition d'échelle et passage non contrôlé de l'ensemble à un sous-ensemble. Mais ce n'est pas le lieu pour discuter longuement de telles questions.

Ce cahier vaut d'abord par ce qu'il apporte ou promet de connaissances empiriques sur la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent. Le programme du GRIDEQ est original et fort pertinent. Espérons qu'il soit réalisé et amplifié.

Marc-André LESSARD

*Département de sociologie,  
Université Laval.*

Kenneth McROBERTS et Dale POSGATE, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, 351p.

L'ouvrage de Kenneth McRoberts et Dale Posgate se consacre pour l'essentiel à une synthèse de la situation politique québécoise, de la Révolution tranquille au référendum de 1980. Écrit à

l'origine pour des lecteurs canadiens-anglais, il a les qualités que requérait ce public initial. On ne suppose qu'une connaissance minimale du Québec. Les auteurs se sont en conséquence astreints à narrer l'histoire de la province en quelques remarquables chapitres introductifs et à préciser les paramètres de base pour la compréhension de la situation contemporaine proprement dite. En une centaine de pages d'une concision exemplaire, ils passent en revue les grandes étapes de l'histoire québécoise, depuis l'époque coloniale française jusqu'aux cent jours de Paul Sauvé. L'analyse de la Révolution tranquille inaugure le cœur de l'ouvrage : les réformes sous Jean Lesage, l'interlude de l'Union nationale, le régime Bourassa, la montée du néo-nationalisme, le premier mandat du Parti québécois, la question de la souveraineté-association et, en sous-main, l'émergence de nouvelles classes moyennes, la nouvelle conscience nationale et, *last but not least* du point de vue des auteurs, l'extension et la modernisation de l'État provincial.

En principe, l'examen du cas québécois doit s'inscrire comme exemple du procès plus général de modernisation des sociétés occidentales ou, quand la théorie se fait plus ambitieuse, des sociétés tout court. McRoberts et Posgate précisent rapidement toutefois les limites d'un modèle dont les dimensions habituelles, sécularisation, démocratisation ou *take-off* économique, ont parfois la fâcheuse habitude de reproduire en le schématisant le développement des sociétés occidentales (quand ce n'est pas celui de la seule société américaine), sans que leur généralité ou leur capacité explicative soit d'une lumineuse évidence. Prémunis contre ces chausse-trapes, les coauteurs ne retiennent somme toute, pour le reste de l'ouvrage, qu'une vague référence aux théories de la modernisation, préférant se lancer dans l'analyse de la société québécoise *per se*. Cette analyse opte pour une présentation souple des diverses approches explicatives qui ont circulé ces dernières années. Qu'il s'agisse de l'infériorité économique des Canadiens français, de l'ascension du Parti québécois ou des causes de la Révolution tranquille, les diverses interprétations qui ont été avancées sont mises à profit, présentées avec les données historiques et politiques essentielles pour en saisir la portée et critiquées en leurs faiblesses, comme il se doit. Les auteurs laissent à peine transparaître leurs préférences et ne défendent leur approche que du bout des lèvres. Plutôt qu'une interprétation globale dont la cohérence s'appuierait sur une corrélatrice simplification et sur un rejet critique des thèses adverses, il s'agit d'une œuvre de synthèse qui ne cherche pas tant à trancher qu'à passer en revue.

Une des qualités qui perce est l'économie de moyens. Chaque aspect, chaque péripétie de la vie politique québécoise est suffisamment documenté pour qu'un lecteur, même médiocrement informé, saisisse de quoi il en retourne sans que le livre ne prenne des proportions gargantuesques. À cet égard, l'ouvrage prend presque stature de manuel ou d'introduction au contexte politique québécois. Eu égard également à la diversité des approches employées et au souci de simplicité et de clarté de l'écriture.

Et avec les limites du genre. On ne trouvera ni interprétation profondément originale, ni intégration conceptuelle ou logique des analyses utilisées, et sans doute n'était-ce pas là l'objectif visé. S'il s'agissait d'une introduction à la vie politique australienne ou finlandaise, nous serions comblés d'aise en notre crasse ignorance. S'agissant d'un contexte politique plus familier, le lecteur québécois trouvera sans doute à redire sur le traitement de telle ou telle question. Et probablement avec quelque raison. Mais n'est-ce pas là le propre de toute étude qui embrasse beaucoup et assume le risque de mal êtreindre ?

Michel LALONDE

*Département de sociologie,  
Université de Montréal.*